

Délégué à la protection des données (DPO)

RNCP40652 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	128, 326
Formacode(s)	13238, 31006
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	23/05/2025
Date d'échéance	23/05/2030

Certificateur(s)

LA PLATEFORME FORMATION · SIRET : 88378049600013

Partenaires habilités

4 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 4 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
CYBERSUP	92751244200017	Former et organiser l'évaluation
INSTITUT SUPERIEUR DU DROIT	84875664900028	Former et organiser l'évaluation
RAISE ON	78900058500024	Former et organiser l'évaluation
SKILLS4ALL	82815451800025	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le Règlement Général sur la Protection des Données encadre le traitement des données personnelles sur le territoire de l'Union Européenne. De fait, le cadre juridique évolue afin de s'adapter aux mutations technologiques de notre société. Ainsi le délégué à la protection des données (DPO) conseille et accompagne le(s) organisme(s) le désignant dans la conformité avec le cadre légal relatif aux données personnelles.

Le DPO est désigné auprès de la CNIL soit de façon volontaire soit de façon obligatoire au titre de l'article 37 du RGPD. Afin de répondre au marché de l'emploi exprimant la demande d'une force de travail capable de prendre en charge les questions de protection des données personnelles, La Plateforme a décidé de faire reconnaître sa certification développant les compétences nécessaires à l'exercice du métier de DPO.

ACTIVITÉS VISÉES

Analyse du secteur d'activité de l'entreprise et des impacts potentiels sur la protection des données personnelles

Identification des risques de sécurité et de conformité de l'entreprise

Mise en place d'un registre de traitement des données personnelles

Suivi et ajustement du plan d'action et de la politique de protection des données personnelles

Cartographie des flux de données

Gestion des contrats avec les tiers

Assurer le suivi de l'incident

Création et maintien à jour du registre de violation de données personnelles

Sensibilisation des salariés concernant l'évolution des règles relatives à la protection des données personnelles
Information des droits des personnes concernées par le traitement de données personnelles
Accompagnement de la sous-traitance

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Analyser le contexte de l'entreprise en menant une étude de ses activités et de son secteur, afin de déterminer le cadre juridique dans lequel elle s'inscrit

Réaliser une analyse d'impact relative à la protection des données personnelles en recensant les traitements effectués et leur importance, afin de sécuriser les données traitées de façon optimale

Identifier les risques de sécurité et de conformité de l'entreprise en s'appuyant sur une méthode d'analyse de risque, afin d'avoir une vision exhaustive des risques potentiels encourus par l'organisation

Établir un plan de traitement de risques en élaborant une matrice en lien avec la réglementation en vigueur, afin de prioriser les risques majeurs pour l'organisation

Définir la politique de protection des données personnelles en déterminant les objectifs et les moyens et en s'appuyant sur la réglementation en vigueur, afin de l'adapter aux risques et à la nature des opérations de traitement

Mettre en place et maintenir à jour un registre de traitement des données en recensant les données personnelles traitées par l'entreprise et en identifiant les responsables de traitement, afin d'assurer la traçabilité des données et d'être en conformité avec la réglementation en vigueur

Intégrer la politique de sécurité et la conformité dans le Système d'Information en définissant et en appliquant un plan d'actions, afin de permettre la mise en conformité de l'existant

Formaliser les mesures de protection des données dès la conception, en les adaptant aux risques et à la nature des opérations de traitement et en tenant les registres à jour, afin d'éviter les incidents de sécurité et de conformité

Assurer le suivi de l'application de la politique de protection des données personnelles à l'aide d'outils de traçabilité de la sécurité et de la conformité de l'entreprise, afin d'identifier et de mesurer les éventuels écarts

Réviser les procédures de sécurité, de conformité et la politique de protection des données en identifiant l'évolution de la réglementation et des facteurs de risques de l'organisation, afin de les réduire

Cartographier les flux de données en indiquant leur origine et leur destination, afin de tracer l'ensemble des données traitées et d'identifier les éventuels transferts de données hors de l'Union européenne

Définir des actions à mener en analysant la nature des données traitées, afin d'assurer une protection optimale des données

Gérer les contrats avec les sous-traitants et les clients du point de vue de la protection des données personnelles, en s'appuyant sur une identification du cadre juridique applicable, afin de sécuriser la contractualisation

Assurer le suivi de la résolution de l'incident, en déterminant les personnes concernées en fonction de la nature de la faille en documentant et en suivant l'ensemble des actions entreprises à l'aide d'outils de traçabilité, afin d'être en capacité de rendre compte des démarches de résolution mises en oeuvre pour éviter qu'un incident similaire se reproduise

Assurer le lien avec la CNIL en répondant à ses sollicitations et en collaborant lors de l'instruction des plaintes et des missions de contrôle, afin de se conformer à la législation en vigueur

Identifier les données personnelles violées en récoltant les informations liées à l'incident auprès des différents services métier, afin de maintenir à jour le registre de violation des données

Communiquer l'incident auprès de la personne concernée par la faille en l'informant du préjudice et des mesures de résolution mises en place, afin qu'elle puisse exercer ses droits

Sensibiliser les salariés sur les règles relatives à la protection des données personnelles en menant des actions d'information et de conseil, afin de diffuser une culture de protection des données personnelles au sein de l'organisation

Assurer une veille réglementaire et juridique en suivant l'actualité et l'évolution des textes de lois français, européens et internationaux à l'aide de sites francophones et anglophones, afin de rester informé et d'anticiper les changements à mettre en oeuvre dans l'entreprise

Informers les propriétaires de l'utilisation de leurs données personnelles en intégrant les modalités d'usage dans les mentions légales, afin de respecter le principe de transparence

Établir des procédures de demande d'exercice de droits des personnes en mettant en place des moyens de communication, afin de permettre aux usagers de pouvoir exercer leurs droits

Auditer les sous-traitants en vérifiant les moyens mis en oeuvre, afin de s'assurer de la sécurisation et de la conformité des données personnelles traitées

Blocs de compétences

RNCP40652BC01 — Définir les besoins de l'entreprise en termes de sécurité et de conformité

LISTE DE COMPÉTENCES

Analyser le contexte de l'entreprise en menant une étude de ses activités et de son secteur, afin de déterminer le cadre juridique dans lequel elle s'inscrit

Réaliser une analyse d'impact relative à la protection des données personnelles en recensant les traitements effectués et leur importance, afin de sécuriser les données traitées de façon optimale

Identifier les risques de sécurité et de conformité de l'entreprise en s'appuyant sur une méthode d'analyse de risque, afin d'avoir une vision exhaustive des risques potentiels encourus par l'organisation

Établir un plan de traitement de risques en élaborant une matrice en lien avec la réglementation en vigueur, afin de prioriser les risques majeurs pour l'organisation

Définir la politique de protection des données personnelles en déterminant les objectifs et les moyens et en s'appuyant sur la réglementation en vigueur, afin de l'adapter aux risques et à la nature des opérations de traitement

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas soutenue oralement et entretien avec le jury

RNCP40652BC02 — Implémenter une politique de sécurité et de conformité des données personnelles

LISTE DE COMPÉTENCES

Mettre en place et maintenir à jour un registre de traitement des données en recensant les données personnelles traitées par l'entreprise et en identifiant les responsables de traitement, afin d'assurer la traçabilité des données et d'être en conformité avec la réglementation en vigueur

Intégrer la politique de sécurité et la conformité dans le Système d'Information en définissant et en appliquant un plan d'actions, afin de permettre la mise en conformité de l'existant

Formaliser les mesures de protection des données dès la conception, en les adaptant aux risques et à la nature des opérations de traitement et en tenant les registres à jour, afin d'éviter les incidents de sécurité et de conformité

Assurer le suivi de l'application de la politique de protection des données personnelles à l'aide d'outils de traçabilité de la sécurité et de la conformité de l'entreprise, afin d'identifier et de mesurer les éventuels écarts

Réviser les procédures de sécurité, de conformité et la politique de protection des données en identifiant l'évolution de la réglementation et des facteurs de risques de l'organisation, afin de les réduire

Cartographier les flux de données en indiquant leur origine et leur destination, afin de tracer l'ensemble des données traitées et d'identifier les éventuels transferts de données hors de l'Union européenne

Définir des actions à mener en analysant la nature des données traitées, afin d'assurer une protection optimale des données

Gérer les contrats avec les sous-traitants et les clients du point de vue de la protection des données personnelles, en s'appuyant sur une identification du cadre juridique applicable, afin de sécuriser la contractualisation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas soutenue oralement et entretien avec le jury

RNCP40652BC03 — Gérer un incident de sécurité et/ou de conformité de protection des données personnelles

LISTE DE COMPÉTENCES

Assurer le suivi de la résolution de l'incident, en déterminant les personnes concernées en fonction de la nature de la faille en documentant et en suivant l'ensemble des actions entreprises à l'aide d'outils de traçabilité, afin d'être en capacité de rendre compte des démarches de résolution mises en oeuvre pour éviter qu'un incident similaire se reproduise

Assurer le lien avec la CNIL en répondant à ses sollicitations et en collaborant lors de l'instruction des plaintes et des missions de contrôle, afin de se conformer à la législation en vigueur

Identifier les données personnelles violées en récoltant les informations liées à l'incident auprès des différents services métier, afin de maintenir à jour le registre de violation des données

Communiquer l'incident auprès de la personne concernée par la faille en l'informant du préjudice et des mesures de résolution mises en place, afin qu'elle puisse exercer ses droits

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas soutenue oralement et entretien avec le jury

RNCP40652BC04 — Accompagner les utilisateurs aux règles relatives à la protection des données personnelles

LISTE DE COMPÉTENCES

Sensibiliser les salariés sur les règles relatives à la protection des données personnelles en menant des actions d'information et de conseil, afin de diffuser une culture de protection des données personnelles au sein de l'organisation

Assurer une veille réglementaire et juridique en suivant l'actualité et l'évolution des textes de lois français, européens et internationaux à l'aide de sites francophones et anglophones, afin de rester informé et d'anticiper les changements à mettre en œuvre dans l'entreprise

Informar les propriétaires de l'utilisation de leurs données personnelles en intégrant les modalités d'usage dans les mentions légales, afin de respecter le principe de transparence

Établir des procédures de demande d'exercice de droits des personnes en mettant en place des moyens de communication, afin de permettre aux usagers de pouvoir exercer leurs droits

Auditer les sous-traitants en vérifiant les moyens mis en œuvre, afin de s'assurer de la sécurisation et de la conformité des données personnelles traitées

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas soutenue oralement et entretien avec le jury

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le délégué à la protection des données peut exercer dans tous les secteurs d'activités, qu'il s'agisse de structures du secteur marchand (banque, assurance, informatique et télécommunications, etc.) ou de structures du secteur non marchand (administration, collectivité territoriale, association, etc.). Pour autant, selon le RGPD, la désignation d'un DPO est obligatoire pour les organisations suivantes :

- Les autorités ou organismes publics (à l'exception des juridictions dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles)
- Les organismes dont les activités de base les amènent à réaliser un suivi régulier et systématique de personnes à grande échelle
- Les organismes dont les activités de base les amènent à traiter à grande échelle des données sensibles ou relatives à des condamnations pénales et infractions

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Délégué à la protection des données

Data Protection Officer (DPO)

Chargé de protection des données personnelles

Référent RGPD et protection des données

Chargé de conformité RGPD

Juriste DPO

Consultant RGPD

Chargé de mission RGPD

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Le métier de délégué à la protection des données n'est pas une activité réglementée.

Pour autant, dans le cadre de ses activités, le délégué à la protection des données devra s'appuyer sur :

- Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)
- La Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, modifiée en 2018
- La Délibération n° 2018-318 du 20 septembre 2018 portant adoption des critères du référentiel de certification des compétences du délégué à la protection des données (DPO)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Pour accéder au dispositif de certification, lors d'un entretien avec un responsable de la formation, les candidats devront mettre en avant leur intérêt pour le domaine de la protection des données. Au cours de ce même entretien, les candidats devront démontrer leur compréhension du métier de Délégué à la Protection des Données et expliquer les raisons pour lesquelles ils souhaitent l'exercer (projet professionnel).

Les candidats doivent faire la preuve de leurs compétences en présentant un projet qu'ils ont réalisé en amont de l'entretien, dans un cadre professionnel, scolaire ou personnel. Ce projet doit mettre en avant la compréhension du fonctionnement des systèmes d'information ainsi que les aspects réglementaires et/ou législatifs qui y sont associés. Les candidats peuvent être issus de parcours techniques (administrateur système, gestionnaire de la sécurité des systèmes, des réseaux et des données) et souhaitant se spécialiser dans les aspects législatifs et réglementaires. Ils peuvent également être issus de parcours de droit (licence de droit, AES, juriste, avocat).

Enfin, tout au long de cet entretien, seront évaluées des compétences transversales nécessaires au bon suivi de la formation (compréhension orale, communication, savoir-être).

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, VAE

Le jury est composé de deux jurés habilités. Les jurés doivent être extérieurs à l'entité ayant dispensé la formation et à l'organisme certificateur. Ils ne doivent pas avoir de conflit d'intérêt possible avec les candidats.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 752 €
Selon la branche	7 000 € – 8 775 €
Prise en charge	Branches concernées
8 752 €	Valeur par défaut · 192 branches
8 775 €	CPNE FP Branche des magasins du Bricolage, CPNE autoroutes, CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil, CPNEFP Professions de la Photographie, CPNEFP de la branche des entreprises du bureau et du numérique (commerces et services)
8 696 €	CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie, CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure, CPNEFP Commerce à distance, CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires, CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager

8 600 €	CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet
8 552 €	CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films
8 509 €	CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes
8 403 €	CPNE de la branche de la Distribution Directe
7 697 €	CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date de décision	23/05/2025
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	23/05/2030
Date de dernière délivrance possible	23/05/2034

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2023	14	0	82 %	82 %
2022	4	0	100 %	100 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP36046

CORRESPONDANCES (PAR BLOCS)

RNCP36046, RNCP36448

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/40652/>

Où se former

Formations référencées	2
Organismes	2
Régions couvertes	1
Prix indicatif	3 000 € – 5 000 €
Durée	1875 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	4
Organismes gestionnaires (CFA)	1
Organismes formateurs	2
Régions couvertes	1
Départements couverts	1
Organismes certifiés Qualiopi	2
Sessions	de 08/2025 à 08/2027

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	47
Parcours menés à terme	26
Taux d'achèvement	55 %
Période	12/2025 – 09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	48
Montant total engagé	129 257 €
Coût moyen par dossier	2 693 €
Durée moyenne	35 h
Période	11/2025 – 08/2026
France compétences	91 %
Reste à charge titulaire	4 %
Entreprise	3 %
OPCO	1 %
France Travail	1 %
Compte d'engagement citoyen	0 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.